Cahier de doléances du curé de Lucioux¹ (Indre)

Cahier des doléances, plaintes, et remontrances que le nommé Gabriel-Étienne Brunet, prêtre desservant de la paroisse de Notre-Dame de Lucioux, a l'honneur d'adresser au Roi pour la tenue des États généraux à Versailles le 27 avril 1789, formées en conséquence de la lettre et règlement de Sa Majesté du 24 janvier dernier et en exécution de l'ordonnance de M. le lieutenant général du bailliage et présidial de Blois du 12 février dernier, le tout signifié par Argij, huissier royal, le 26 février dernier.

Le curé de Lucioux en Berry supplie très humblement Sa Majesté d'agréer ses très humbles remerciements d'avoir fait éclater sa justice dans le résultat de son Conseil du 27 décembre dernier :

De seconder les désirs de son peuple en admettant l'Ordre du Clergé pour le représenter aux États généraux ;

De substituer à l'administration provinciale du Berry des États provinciaux semblables à ceux nouvellement établis dans la province du Dauphiné ; d'y admettre les curés des paroisses ; qu'ils soient électeurs et éligibles ainsi que dans les États généraux et qu'ils y délibèrent et soient représentés en proportion de leur nombre ;

Que, lors de l'ouverture de l'Assemblée générale pour le 27 à Versailles, le suppliant prie Sa Majesté qu'on y opine par tête et non par corps, ainsi que dans les États provinciaux, et les trois Ordres réunis en corps.

Observe le suppliant que la multiplicité des impôts à raison de leur perception deviennent extraordinairement coûteux ; qu'en conséquence, il conviendrait de supprimer la taille, la capitation et les deux vingtièmes remplacés par un seul et unique impôt dont nul quelconque ne pût être exempt ; que chaque paroisse fût autorisée à compter les deniers de sa perception directement au trésor royal pour éviter les frais des receveurs particuliers ;

Qu'il paraîtrait juste que le Clergé et la Noblesse contribuassent comme le Tiers état aux corvées des grandes routes, en ce qu'ils en tirent plus d'avantage que le Tiers état par la raison que leurs propriétés sont plus considérables, et en employer une partie de cette contribution à la réparation des chemins de chaque paroisse, en réformant toutefois les abus des ponts et chaussées ;

Que les droits d'aides sont tout à fait nuisibles au commerce du vin, tant en gros qu'en détail ; qu'ils gênent beaucoup la tranquillité de l'État et que les abus qui s'y glissent entraînent autant de frais que la perception de cette partie qui est très considérable par les procès injustes qu'ils font dans cette perception ;

Que le sel, cette denrée si nécessaire à tous les individus, est portée à un prix excessif ; qu'elle ne produit pas ce qu'elle pourrait à cause des dépenses énormes que cette denrée occasionne, et que la cherté la fait soustraire au bétail, quoique ce soit un préservatif contre la maladie épidémique et un moyen facile pour l'engrais.

La tranquillité de tous les individus sujets à ces deux impôts exigerait la suppression de ces mêmes impôts et la vénalité du sel.

C'est seconder les vues bienfaisantes du meilleur des rois, puisqu'il a dit lui-même dans son discours prononcé à l'Assemblée des Notables le 23 avril 1787 : « Je regarderai comme un jour heureux pour moi celui auquel je pourrai abolir jusqu'au nom d'un impôt aussi désastreux. »

Il serait fort intéressant de supprimer les petites justices, ainsi que les formules dans les procès et les huissiers priseurs ; que les officiers de basse robe fussent taxés pour les frais de procédure, et que le gouvernement observât la partie des notaires, juges arbitraires des frais de leurs opérations.

Il est aussi à désirer qu'il y ait pour les contrôles un tarif si clair et si net qu'on ne puisse être vexé davantage

¹ Hameau de Fontguenand depuis 1842.

par le caprice ou l'ignorance des commis ; et que l'on soit plus réservé sur l'emploi du papier marqué et du parchemin.

Il serait important de détruire les banalités, péages, droits d'entrées, comme autant d'entraves au commerce et aux particuliers, et tout franc à cet égard, excepté à l'entrée et au sortir du royaume.

On prie le gouvernement de jeter les yeux sur la partie des forêts et des bois qui se dégarnissent tellement par l'établissement des forges que les communes voisines sont obligées de l'acheter fort cher, au mépris même des conventions, et que bientôt on ne pourra se procurer cette denrée si nécessaire à la vie si on n'y apporte remède ; et que les communautés n'obtiennent pas si facilement la permission de couper les bois de réserve, et qu'en même temps on les oblige, avant que de leur donner cette permission, de planter quatre ans auparavant le double de la quotité dont on leur permet la coupe.

Il serait fort à souhaiter que les bestiaux qui vont pacager dans ces bois et forêts, et qui même n'ont pas d'autres ressources, pussent y aller au bout de trois ans et un mois ; et que les communes fussent libres d'y aller chercher du gland dans les années glanées, comme aussi le bois mort et le mort bois, sans aucune contribution ; et cela pour dédommager les communes des ravages et dégâts que le gibier occasionne dans leurs propriétés ; et qu'en cas de délit, il y eût plus de modération de la part des propriétaires de ces bois, qui pour les droits de chasse n'ont pas assez d'égards aux ordonnances des eaux et forêts ; il en faut dire autant de tous ces fieffés qui dévastent les campagnes par leur chasse et leur train.

L'État pourrait trouver de grandes ressources dans le haut clergé en diminuant la pluralité des abbayes, des commanderies, des prieurés, des bénéfices simples, et aussi en faisant une réforme dans toutes les communautés de l'un et l'autre sexe, en les réduisant en un certain nombre chacune dans leur ordre, en réduisant au quart toutes les communautés mendiantes. Par ce moyen, l'État trouverait des fonds, le peuple quelque soulagement dans ses impositions, en en réservant une partie pour ces pauvres invalides qui ont servi leur patrie ; par ce moyen, les communautés se trouveraient garnies, seraient dans leur institut, l'ancienne discipline revivrait et la religion se soutiendrait. Dans ces communautés de religieux, les uns seraient pour l'instruction de la jeunesse, d'autres pour les écoles publiques, d'autres dans des hôpitaux pour y être aumôniers, et aussi pour la prédication. Pour lors, les gros endroits, les villes et les bourgs se trouveraient dédommagés des fonds et honoraires que l'on donne pour ces fins. On pourrait aussi substituer aux archidiacres des doyens ruraux qu'on prendrait dans l'ordre des curés dans chaque canton, en choisissant ceux qui seraient dignes de remplir cette charge par leur zèle et leur mérite, et les fonds de ces archidiaconés serviraient à ce qu'on imaginerait le plus utile.

Quant aux charges pieuses qui se trouveraient attachées aux bénéfices supprimés ou communautés réunies, les communautés restantes seraient obligées de les acquitter.

On pourrait aussi réunir tous les petits chapitres où l'office ne peut se faire décemment à des chapitres plus nombreux, dont moitié de ces chapitres serait composée de l'ordre des curés qui, après avoir servi un nombre d'années ou n'étant plus propres au ministère, seraient bien aises de se retirer et de finir leurs jours à ne songer que pour eux-mêmes.

Le suppliant remontre qu'on ne devrait élire aux canonicats en général que des ecclésiastiques qui fussent au moins dans l'ordre du diaconat et non point au-dessous, ce qui fait un déshonneur aux chapitres de voir des jeunes gens guidés par la seule ambition et la mollesse, sans vocation et ordinairement sans mœurs, passer leur vie à employer indignement les biens d'église. Que, excepté les églises cathédrales et premières collégiales, il ne devrait y avoir qu'un même ordre de prêtres chanoines tous égaux en honneurs et revenus ; éviter et détruire conséquemment ces ordres de chanoines prébendes, chanoines sous-prébendés et vicaires, qui ne font que causer de la désunion, du désordre et du scandale même ; conséquemment que les chapitres ne fussent composés que de chanoines, prêtres et huit bons gagistes qui formeraient le bas-chœur.

Qu'il serait à propos de faire un arrondissement des cures de la campagne, en les mettant les moindres à cinq cents communicants avec un vicaire, et qu'on leur donnât un revenu honnête, tant aux curés qu'aux vicaires, sans qu'il soit plus question de portion congrue, ni donner à l'avenir aucune charge aux curés, soit du côté des fonds de cure, soit du côté des appartements qu'ils occuperaient, le tout à la charge de la paroisse, les curés seulement obligés aux réparations locatives de ces mêmes appartements, ce qui éviterait bien des procès qui arrivent souvent avec les successeurs des dits curés. Que, les cures étant toutes à vicaire, le ministère paroissial y serait mieux observé, tout se ferait dans la décence, et le bon ordre pour la religion serait mieux maintenu.

Qu'il faudrait quelque fixe pour les fabriques, comme dans la paroisse du suppliant où il n'y en a point.

J'appelle point, puisqu'il n'y a pas vingt livres en fonds de revenu. Que la suppression du casuel est fort à désirer, et que dans le siècle où nous sommes il est vraiment odieux, et qu'en conséquence les curés soient dédommés de cette perte.

Qu'il faudrait dans chaque diocèse un fixe destiné au soulagement des curés et des vicaires qui mériteraient une retraite, soit à raison de leur âge, soit à cause de leurs infirmités.

Qu'il serait à souhaiter qu'il y eût dans chaque paroisse, surtout de campagne, une bourse pour subvenir aux besoins des habitants pauvres, malades et sans ressources ; qu'il y a beaucoup de paroisses où il n'y a que le curé dans le cas de soulager et qu'il ne peut remplir comme il faut ce devoir de charité à raison de ses modiques facultés.

Qu'il serait avantageux que le gouvernement pourvût à l'établissement de manufactures propres au local dans les villes pour entretenir le travail, détruire l'oisiveté et en même temps dissiper la mendicité qui fait de grands ravages.

Le suppliant se plaint que de temps à autre il est enflé dans ses décimes ; que tout à l'heure il paye quarante livres ; il est vrai qu'il est décimateur de la paroisse ; mais le gouvernement est prié de faire attention à ce que c'est que le décimateur de la paroisse de Lucieux.

Quarante-trois feux composent cette paroisse qui va de jour en jour en dépérissant ; le terrain y est maigre ; il n'y a que six métairies peu en valeur et trois petites borderies ; les deux tiers de cette paroisse sont en bois appelés la forêt de Gâtines: autrefois il y avait quatre métairies que cette forêt a gagnées par les bois, qui conséquemment sont totalement détruites ; le commandeur de Villefranche a dans la paroisse environ trente septerées de terre franches de dîme ; le tiers de la paroisse va faire du blé dans les paroisses voisines et le décimateur ne suit point les fumiers ; la paroisse n'a pas plus d'un quart de lieue d'étendue de la cure aux terres les plus éloignées. D'après cela, il est aisé de concevoir ce que c'est en blé ² la dîme de cette paroisse. On n'y fait point d'orge, mais seulement de l'avoine ; la dîme d'agneaux peut aller au plus tous les ans à quinze agneaux et de petite espèce ; il ne dîme point la laine, je ne sais pourquoi, parce que presque partout on dîme cette partie. Il a une petite dîme qui est en fief qui fait partie du fond de la cure sur laquelle il est obligé de rendre la foi et hommage et payer le droit de mutation, obligé aux réparations grosses et menues du chœur de l'église et à la fourniture de la sacristie, puisque la fabrique n'est rien. Déduction faite des charges et des frais de perception du revenu de la cure, on peut donc conclure que la dîme de Lucieux n'est rien et qu'il est rare d'en voir de si petite Joint à cela ³ les habitants de cette paroisse sont vraiment obérés dans les impôts. D'après cet exposé, le suppliant prend la liberté de faire ses représentations.

1° Le suppliant prie le ministère que, pour dédommagement de la perte des quatre métairies entièrement détruites, où il ne perçoit plus de dîmes, le propriétaire du bois de Gâtines, cause de cette perte, ait adonner au curé de Lucieux son chauffage évalué à un certain nombre de cordes de bois par an ;

2° Que le commandeur de Villefranche soit sujet à la dîme comme les autres habitants de cette paroisse, dans les vingt-cinq septerées environ de terres qu'il peut avoir en cette paroisse ;

3° Que le curé soit autorisé par le droit commun à lever la dîme de lainage comme presque partout ailleurs ;

4° Que la cure de ladite paroisse soit exempte du droit de mutation qui est exigé pour une petite portion de la dime sujette à la taxe arbitraire du seigneur fieffé, et que ce fief parait un fief aumône et qu'il devrait être exempt par là du droit de mutation ;

5° Qu'il soit fait une vérification des limites de la paroisse, attendu que le suppliant a déjà eu une affaire à cet égard et [est] à la veille d'en avoir une autre, et que cette vérification de limites concernant les biens des églises paroissiales devrait être aux dépens du Clergé.

Qu'enfin, il devrait y avoir un tribunal pour discuter tous les intérêts qui concernent les biens des églises paroissiales, les curés à raison de la modicité de leurs revenus ne le pouvant, ce qui a occasionné la perte de bien des curés et ce qui ruine même quelquefois les curés en prenant, comme ils le doivent, les intérêts des cures paroissiales.

Que le suppliant renonce à toutes les exemptions pécuniaires, qu'il se soumet à payer le même impôt dans la même proportion et dans la même forme que tous les citoyens, et que son plus grand désir est de

² que

³ que

contribuer avec le Tiers état aux susdites impositions nécessaires pour le bien de l'État, la gloire du Roi, notre monarque bienfaisant, et le bonheur des peuples.

A Lucioux, le 14 mars 1789.

Brunet, desservant de Lucioux.